

Communiqué de Presse

Saint-Quentin-en-Yvelines, Le 18 septembre 2014

Des compétences et des moyens pour des collectivités de proximité et d'efficacité.

Le Préfet de Région vient de faire paraître ses propositions pour le devenir de l'intercommunalité.

Nous avons été nombreux à être surpris de nous voir proposer une agglomération de 800 000 habitants s'étendant de Bougival a Wissous et englobant la CASQY, Versailles Grand Parc, la CAPS et Europe Essonne.

Une agglomération sans nom, sans sens et sans projet commun. Un élargissement qui est la négation de notre histoire et de notre devenir. Voilà à quoi se résume ce projet auquel nous élus du Front de Gauche et écologistes nous nous opposerons.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Alors que notre agglomération s'est transformée récemment passant d'un SAN de Ville Nouvelle à une communauté d'agglomération, se créant progressivement une identité, complétant son aménagement, adaptant sa gestion à des compétences qui se sont modifiées, la loi nous oblige à faire évoluer notre périmètre.

En effet les textes sur la réforme territoriale contraignent, sans débat et sans vraie raison, les agglomérations d'atteindre le seuil minimum de 200 000 habitants.

Cette décision arbitraire doit conduire la CASQY à intégrer d'autres villes au seul prétexte d'un nombre minimum d'habitants.

Ainsi au lieu d'inciter au regroupement volontaire, sur la base d'un projet, ou à des coopérations inter communautaires, l'Etat oblige à des mariages non choisis, non voulus.

Pour notre part, élus du Front de Gauche et écologistes de Saint-Quentin-en-Yvelines, nous souhaitons privilégier des Communautés d'Agglomération regroupant des communes ayant un projet commun, une histoire commune, un bassin de vie identifié et une échelle raisonnable favorisant les coopérations et la proximité.

Saint-Quentin-en-Yvelines a une histoire et une cohérence territoriale, appuyons nous sur celle-ci pour en faire évoluer le périmètre de manière raisonnée en

Les élus Front de Gauche et écologistes de Saint-Quentin-en- Yvelines

veillant à l'équilibre entre les communes et, surtout, à l'épanouissement des habitants.

La vraie question aujourd'hui n'est pas tant de savoir quelles communes doivent rejoindre l'agglomération ou avec quelle agglomération fusionner mais plutôt d'y voir plus clair dans l'empilement des projets de réforme des collectivités.

Pas une journée ne se passe sans avoir des avis discordants sur le devenir des départements, le périmètre du grand Paris, la taille des agglomérations, la date des élections. Par contre, nous ne savons toujours rien des compétences exercées par les uns et les autres ni des moyens dont pourront disposer ces collectivités et donc, au final, de la qualité des services rendus pour nos habitants.

Or les questions essentielles sont là, les compétences, les moyens et la qualité des services.

Nos citoyens attendent des collectivités qu'elles répondent à leurs besoins et à leurs attentes. Ils souhaitent des compétences plus claires qui facilitent les bonnes échelles de gestion et une plus grande lisibilité de l'action publique en la simplifiant.

Tous souhaitent que les communes gardent des compétences en matière de proximité sans pour autant réduire leur rôle à la seule gestion de la crise sociale. Nos communes sont et doivent demeurer le lieu premier de l'exercice de la citoyenneté, de l'écoute et de l'attention portée à tous. Les autres collectivités doivent gérer leurs compétences en veillant à l'équité des territoires dans un dialogue continu avec les maires qui sont, eux, quotidiennement au contact des habitants. De nombreux services de ces collectivités pourraient être territorialisés et gérés en relation avec les villes, comme la collecte des OM, l'entretien des voiries, l'action sociale et d'autres encore. La mutualisation et la coordination sont sources d'efficacité et d'économie.

Les réformes qui se préparent ne sont pas bonnes. Elles n'ont qu'un objectif contraindre à la réduction des dépenses publiques de l'Etat par la baisse des dotations et l'accélération des transferts de compétences sans les moyens. Pour les communes, c'est le risque d'étouffement financier avec comme seules possibilités l'augmentation des impôts locaux ou la fermeture des services voire les deux.

C'est évidemment inacceptable.

La réforme aurait dû se faire dans la concertation et le dialogue. Elle aurait dû être globale, cohérente et viser à un objectif : améliorer l'efficacité des services publics et rétablir l'équité territoriale.

Il est de la responsabilité de l'Etat de s'assurer que les citoyens de notre République aient accès aux mêmes services répondant à leurs besoins prioritaires de logements, d'éducation, d'emploi mais aussi de bien-être et d'épanouissement.

Les élus Front de Gauche et écologistes de Saint-Quentin-en- Yvelines

Nos citoyens attendent une meilleure écoute, une plus grande proximité. La crédibilité de l'action politique et publique passe par des réformes efficaces qui placent le citoyen au cœur des préoccupations.